



Lettre n° 293 du 25 juin 2023

Au sommaire :

- **Après le drame du naufrage de centaines de migrants en Grèce, indifférence et cynisme xénophobes criminels** - *Isabelle Ufferte*
- **« Pacte financier mondial », « réindustrialisation » en trompe l'œil, Macron au service du CAC40 et des « investisseurs »** - *Daniel Minvielle*
- **La politique du logement soumise aux spéculations du marché contre les classes populaires** - *Laurent Delage*

Après le drame du naufrage de centaines de migrants en Grèce, indifférence et cynisme xénophobes criminels

Le 22 juin, une embarcation partie de Tunisie, transportant des migrants d'Afrique subsaharienne, faisait naufrage au large de l'île de Lampedusa, faisant une quarantaine de disparus dont au moins un nouveau-né. Le même jour, au large des Canaries, 350 personnes étaient secourues alors que plusieurs embarcations y avaient fait naufrage les jours précédents, faisant plusieurs morts dont des femmes enceintes. Une autre embarcation y est portée disparue depuis le 11 juin, avec à son bord 58 migrants partis du Maroc pour rejoindre l'Espagne.

Des drames qui surviennent quelques jours après la mort d'au moins 650 migrants syriens, égyptiens, pakistanais, palestiniens, dont de nombreuses femmes et une centaine d'enfants, dans le terrible naufrage d'un chalutier au large des côtes grecques, au vu et au su des autorités et des garde-côtes. Seules 104 personnes ont survécu, détenues depuis au secret dans un camp.

Le silence assourdissant qui entoure ces catastrophes, l'indifférence des gouvernants et des médias sont d'autant plus choquants quand on voit les moyens déployés pour tenter de retrouver le sous-marin de « tourisme » Titan à 250 000 euros la place et l'attention portée à ses 5 passagers. Toute vie humaine mérite d'être secourue, mais dans cette société corrompue par le fric toutes les vies ne se valent pas.

Le 20 juin dernier, décrété par l'ONU « *journée mondiale des réfugiés* », Macron recevait à l'Élysée la présidente du conseil italien, Meloni. S'adressant à sa « *chère Giorgia* », il expliquait cyniquement vouloir « *organiser plus efficacement l'asile et les migrations en Europe en étant fidèles à nos valeurs* ». « *J'ai bon espoir qu'à partir d'aujourd'hui, nous allons pouvoir travailler encore mieux et encore plus ensemble* » a aimablement répondu Meloni que Darma-

nin avait il y a peu accusée d'être « *incapable de régler les problèmes migratoires sur lesquels elle a été élue* ».

Ce même jour, à Paris, 450 jeunes migrants mineurs qui s'étaient installés avec des tentes devant le Conseil d'État, accompagnés de bénévoles d'associations, étaient brutalement délogés par 200 policiers. Ils entendaient dénoncer leur situation et demander la prise en charge prévue par la loi alors qu'ils squattent depuis des mois une école désaffectée. Incapable d'assurer le minimum dû à ces adolescents et d'appliquer ses propres lois, l'État choisit la répression pour tenter de masquer sa défaillance.

La répression, les murs et garde-côtes, les camps sont leur seule réponse au combat de centaines de milliers, de millions de jeunes déterminés à vivre, à échapper à la misère et aux drames que provoque le capitalisme d'un bout à l'autre du globe. Dans le monde « *chaque minute, 20 personnes doivent tout abandonner pour échapper à la guerre, à la persécution ou à la terreur* » estime l'ONU.

Surenchères et rivalités réactionnaires au service de la bourgeoisie

Dépassées par les conséquences de leur propre système, les classes dominantes intensifient les politiques réactionnaires pour tenter de retarder l'explosion sociale.

Tandis que Darmanin et Ciotti négocient une majorité pour voter la loi immigration, pas un jour sans une surenchère. C'est à qui fera le tweet le plus sordide après chaque fait divers dramatique. L'indécence est totale, les démagogues se sentent pousser des ailes, cultivant les pires préjugés, lancés dans une fuite en avant et une concurrence effrénées pour tenter de diviser les exploités.e.s.

Ce week-end, Darmanin était à Mayotte pour intensifier sa campagne raciste, anti-pauvres et l'ignoble opération

Wuambushu pour « faire de Mayotte la plus belle île de France » !

Cela n'a pas empêché Macron ce 18 juin de faire cyniquement l'éloge de Missak Manouchian, immigré arménien apatride, militant communiste exécuté avec ses camarades étrangers en février 44 : « *Sa bravoure singulière, son élan patriote dépassant toutes les assignations, son héroïsme tranquille [...] constituent une source d'inspiration particulière pour notre République* »... Le même Macron avait envisagé en 2018 d'inclure Pétain, « *un grand soldat* », à l'hommage qu'il rendait aux chefs militaires de la Première Guerre Mondiale, avant d'y renoncer.

Il y a quelques jours, sous prétexte de lutter contre la fraude aux prestations sociales, son gouvernement décidait que les retraités étrangers qui perçoivent l'allocation de solidarité aux personnes âgées, ancien « *minimum vieillesse* », auront l'obligation de rester neuf mois par an sur le territoire au lieu de six. Une humiliation gratuite.

« La gauche ne doit plus regarder ailleurs » ?

C'est ce qu'affirmait Clémentine Autain, députée LFI, cette semaine dans Libération, dénonçant « *l'index vengeur des droites [...] pointé sur l'ensemble des immigrés* » et « *le discours à gauche sur le reculoir* ». « *Si nous ne réagissons pas avec davantage de force et de clarté, la malhonnêteté intellectuelle et la mise en danger des migrants auront gagné* » écrit-elle à juste titre. Mais comment est-ce possible en restant dans le cadre des intérêts de « *la France* » comme elle le fait, se référant au programme de la Nupes et plaidant pour une « *politique d'inclusion* » : « *c'est une façon de solutionner bien des problèmes contemporains. Car nous avons besoin des immigrés. Ce sont des travailleurs, des créateurs, des entrepreneurs. Elles et ils participent à consolider notre système social, à faire vivre nos services publics, à développer nos commerces de proximité. Un exemple : sans les médecins et infirmiers étrangers, la situation de nos hôpitaux serait pire encore ! Les étrangers représentent une ressource essentielle pour relocaliser notre économie...* » pour conclure « *la France ne serait plus la France si elle se barricadait à l'infini* ».

Cette belle France républicaine, c'est celle des colonies, de l'Indochine, de l'Algérie, des massacres de Sétif en mai 1945 (avec des ministres communistes dans le gouvernement dont celui de l'aviation), plus récemment au Rwanda, celle aujourd'hui des « *opération extérieures* » avec plus de 36 000 militaires qui défendent les intérêts de la bourgeoisie française de l'Afrique à l'Océan indien en passant par le Liban, le Kosovo... Une France qui a toujours eu « *besoin des immigrés* », Dussopt l'a rappelé cette semaine, argumentant pour la régularisation de ceux qui travaillent déjà dans les métiers « *en tension* » comme l'hébergement-restauration, la santé, le BTP. Dans les années 1970, les usines automobiles françaises allaient directement recruter au Maghreb et en Afrique noire ! Ces mêmes travailleurs immigrés, ouvriers à la chaîne, qu'un certain Mauroy, premier ministre PS de Mitterrand

accusait en 1984 d'être à la solde des Ayatollahs pour tenter de discréditer leurs grèves contre les licenciements. Ou ces 200 travailleurs maliens que la mairie PC de Vitry, le 24 décembre 1980, chassait au bulldozer du foyer Sonacotra dans lequel ils s'étaient réfugiés après avoir été expulsés d'un foyer de la commune voisine.

La « gauche » institutionnelle, républicaine et chauvine, tenante du « *produisons français* », n'a en effet pas toujours regardé ailleurs. Elle a participé à pleines mains à la gestion des affaires de la bourgeoisie et a su « *prendre ses responsabilités* ». C'est une loi de gauche qui, en 1981, a instauré les centres de rétention administrative (CRA). Depuis, 27 lois « immigration » ont intensifié la répression. L'an dernier, 16 000 personnes en situation irrégulière ont été « *retenues* » en CRA en métropole... et 27 000 en Outre-mer, dont l'essentiel à Mayotte.

Dominique Simonnot, contrôleur générale des prisons, vient de dénoncer les « *atteintes graves à la dignité, une dégradation des conditions de rétention [et] des recommandations récurrentes laissées sans suite [...] les conditions de vie indignes, combinées à l'allongement des durées de rétention [90 jours] et au phénomène de « carcéralisation » des CRA...* ».

Avec les migrants pour la liberté de circulation et d'installation ! A bas les frontières !

Dénonçant à juste titre le récent accord au sein de l'UE qui prévoit que les États devront se répartir les demandeurs d'asile arrivés dans un pays soumis à « *une pression migratoire* », ou sinon payer 20 000 euros pour chaque « *non relocalisé* », Mélenchon s'est prononcé pour « *répartir d'autorité* » les migrants dans les différents pays... Comme s'il pouvait y avoir une « bonne gestion » de la question migratoire, qui plus est en décidant pour les migrant-es où ils iront !

Il ne peut y avoir de solution dans le cadre de la propriété privée capitaliste, de la domination de la finance internationale qui enferme les peuples et les travailleur.es, les pauvres derrière des frontières et répand la famine, la misère, les dictatures et la guerre, joue les pauvres les uns contre les autres pour tenter de se maintenir.

La seule issue à cette barbarie est la lutte pour le renversement de cette société de classes par les exploité.es du monde entier prenant eux-mêmes le contrôle de l'économie, l'organisation de la société. La lutte des migrants refusant « l'ordre » et les frontières que les classes dominantes voudraient leur imposer est aux avant-postes de ce combat, nourri de leur immense courage, leur détermination, leurs expériences.

Ce combat internationaliste passe ici par la lutte contre tous les préjugés réactionnaires, racistes, xénophobes, les dérives nationalistes et chauvines, par le combat pour la régularisation de tous les sans-papier, le droit de chacun.e à circuler et s'installer où il veut, le combat pour construire une société fondée sur la solidarité.

Isabelle Ufferte

« Pacte financier mondial », « réindustrialisation » en trompe l'œil, Macron au service du CAC40 et des « investisseurs »

J eudi 22, Macron ouvrait à Paris le sommet « Pacte financier mondial », deux jours de mise en scène qui ont rassemblé de nombreux responsables politiques et économiques, des chefs d'Etats, en particulier africains, les patrons du FMI, de la Banque Mondiale et de l'ONU, la secrétaire d'Etat au Trésor US Janet Yellen, les dirigeants de l'UE, etc. Tout ce beau monde disait vouloir réformer les institutions financières mondiales nées à Bretton Woods à la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, dont le FMI et la Banque mondiale, pour les adapter aux exigences du moment : « aider » les pays pauvres à surmonter la crise humanitaire qui les frappe et à lutter contre le réchauffement climatique dont ils sont les premières victimes. Comme si dès leur fondation, la Banque Mondiale et le FMI n'avaient pas été les principaux vecteurs du pillage du Tiers-Monde par les financiers des puissances impérialistes ! Comme si, ainsi que le rappelait Lula, ça n'est pas par leur intermédiaire que la grande bourgeoisie des pays riches a pillé et ruiné et continue de ruiner les pays pauvres qu'elle dit aujourd'hui vouloir aider ! La véritable motivation de Macron, initiateur du sommet, outre une occasion de plus de jouer au sauveur de monde, est surtout de tenter de redonner une impulsion à un mécanisme soumis à la concurrence d'autres investissements, en particulier chinois. Et pour cela s'attirer les bonnes grâces des dirigeants locaux, en ouvrant la voie aux investisseurs privés par « un choc d'investissements publics » -dixit Macron...

C'est à la même logique que répond le numéro d'illusionniste auquel il se livre depuis plus d'un mois sur le thème de la « réindustrialisation ». Le 11 mai, il ouvrait le bal devant un « *parterre de chefs d'entreprises* ». Le lendemain, à Dunkerque, il se félicitait de la construction d'une usine de batteries du groupe taïwanais ProLogium. Trois jours plus tard, à Versailles, il vendait « *l'attractivité* » de la France au salon Choose France... Depuis, il a couru au secours de la filière pharmaceutique, promettant le retour des productions de médicaments de base. Sans oublier le salon Viva Tech, la foire aux start-ups qui s'est tenue mi-juin.

Le président fait le spectacle pour nous endormir... tout en poursuivant sa distribution de nouvelles subventions aux entreprises. Le Maire, lui, répète en boucle que, vu l'état déplorable des finances publiques et le niveau de la dette, le « quoi qu'il en coûte », c'est terminé, et qu'il faut maintenant passer à leur « *assainissement* ». Lundi 19, aux assises des finances publiques, il nous présentait la facture : un plan de plus de 10 milliards d'économies sur le budget de l'Etat, financé par la chasse aux fraudes à la sécu, fiscales, etc. Borne, que le cynisme n'étouffe pas, n'y voyait aucune « *austérité* », simplement le prolongement des réformes de l'assurance chômage et des retraites...

Au même moment tombaient les bilans du CAC40 pour l'année 2022, que *Les Echos* de jeudi 22 présentaient ain-

si : « *Après le rebond de sortie de crise, les géants du CAC40 ont transformé l'essai en 2022* ». Leur chiffre d'affaires cumulé a bondi de 22 % pour atteindre 1 747 milliards d'euros tandis que leurs profits cumulés s'élèvent à 143 milliards d'euros. Dans un autre article, « *CAC 40, quand les prix font les profits* », le journal dévoile les ressorts de ce « succès » : « *La politique monétaire expansive, le quoi qu'il en coûte budgétaire partout dans le monde et le succès de leurs propres stratégies ont permis aux acteurs économiques de préserver leurs marges : en 2022, le taux est resté à 32 %* ». Des « *stratégies* » qui ont consisté à utiliser leur position dominante dans les chaînes d'approvisionnement mondiales pour imposer leurs propres prix afin de maintenir leurs profits, ce qui en fait la cause première de l'inflation, la « *greedflation* », l'inflation de la cupidité...

Il n'y a aucune contradiction entre cette accumulation sans précédent de profits et un chef d'Etat faisant la retape à coups de subventions pour attirer des capitaux privés dans des créations d'entreprises, l'un se nourrit de l'autre. Ces subventions sont la manne sans laquelle les grandes multinationales ne pourraient maintenir leurs profits et seraient même menacées dans leur intégrité, à la merci de revirements boursiers impossibles à contrôler. Nul ne peut dire si les baisses boursières qui se sont produites cette semaine sont passagères ou le prélude à un krach. Et cette incertitude dans un contexte géopolitique et économique qui ne cesse de se dégrader explique certainement le rythme avec lequel Macron et le gouvernement mènent, de front, les deux volets de leur politique, assurer les profits des 1 % en faisant les poches des 99 %.

La mondialisation « insoutenable »... pour le capital

Tout comme l'IRA (Inflation Reduction Act, 400 milliards de subventions aux entreprises) de Biden aux Etats-Unis, le show de Macron autour de la réindustrialisation cherche à répondre aux besoins du capital. Covid, guerre en Ukraine, exacerbation de la guerre commerciale internationale ont perturbé les chaînes de production mondiales au gré de la dégradation des rapports géopolitiques. Les bourgeoisies des vieilles puissances industrielles sont confrontées à la nécessité de retrouver une partie de leur autonomie industrielle dans un monde dont l'organisation économique a été profondément bouleversée depuis la crise de 2007-2008, au point de devoir aujourd'hui construire une « *économie de guerre* ». Selon *la Tribune*, qui cite la secrétaire au Commerce des Etats-Unis, la mondialisation serait devenue « *insoutenable* ». Elle explique : « *notre chaîne mondiale d'approvisionnement, créée pour maximiser l'efficacité à court terme et minimiser les coûts, doit être réinventée afin d'en assurer la résistance* », « *Des chaînes d'approvisionnement solides sont vitales pour une meilleure sécurité économique et nationale* ». Et Le Maire : « *Nous avons un nouveau rapport à la mondia-*

lisation. Chacun a compris qu'il valait mieux produire les choses chez soi. Tout simplement parce que c'est trop risqué de les produire ailleurs ».

« Trop risqué » pour les grandes entreprises qui ont besoin de s'assurer la disponibilité de composants indispensables à leur production. C'est le cas en particulier ici de l'industrie automobile, en pleine mutation vers l'électrique dans un contexte international de concurrence exacerbée. Macron le dit lui-même : la campagne d'incitation aux investissements étrangers autour de la production de batteries et de puces a pour objectif premier de garantir à Stellantis (un des grands gagnants du CAC40...) et Renault la disponibilité de ces éléments essentiels. Les aides de l'Etat à ces implantations sont, indirectement, des aides apportées aux multinationales du CAC40, un subventionnement de leurs profits.

Quand Macron veut rivaliser avec les USA...

Dans la promotion de son plan « France 2030 », Macron se targue de concurrencer le plan IRA de Biden. Une prétention dérisoire, du fait tout d'abord des moyens engagés, 54 milliards face à 400 milliards. Mais aussi compte tenu des reculs subis en France par la production industrielle au cours du dernier demi-siècle, bien supérieurs en proportion à ceux des Etats-Unis.

Selon l'Insee, en 1976, il y avait en France 13,45 millions de salariés tous secteurs confondus dont 5,6 millions dans l'industrie. En 2017, le nombre global était passé à 16,23 millions (+ 20 %) alors que dans l'industrie, il était tombé à 3,2 millions (- 40 %). Pendant la même période, la part de la production industrielle dans le PIB a été divisée par deux. Autre indicateur de ces reculs, l'ampleur des friches industrielles dont la surface, selon Macron, atteindrait jusqu'à 150 000 hectares, stigmates de cinquante ans de fermetures d'usine. Ces reculs de l'activité industrielle se sont logiquement accompagnés de celui de l'enseignement technique et professionnel assuré par l'Education nationale, générant une telle perte de compétences qu'EDF a été obligée de faire venir des équipes de soudeurs des Etats-Unis pour intervenir sur les fissures des tuyauteries des centrales nucléaires. Au point aussi que Macron se félicitait de l'implantation à Dunkerque de l'usine de ProLogium parce que, avouait-il, « nous ne savons pas faire ».

Cette démolition en règle de la production industrielle résulte du développement des multinationales, au fur et à mesure qu'elles étendaient leurs chaînes de valeur mondiales en quête de « gisements » de main d'œuvre bon marché. Tous les gouvernements se sont mis au service de cette « externalisation », y compris Macron qui joue aujourd'hui le champion de la « réindustrialisation » au nom d'un prétendu intérêt national, d'un ridicule « nationalisme industriel » qui ne peut tromper que ceux qui s'y laissent prendre.

Son apparent revirement n'est en réalité que la poursuite d'une même politique, au service des mêmes multinationales mais dans un contexte qui a changé. La preuve en est dans le choix du type d'usine qu'il s'agit d'implanter. Bat-

teries, puces électroniques, éléments pharmaceutiques de base, autant de futurs sous-traitants qui permettront aux grandes entreprises « tricolores » de garantir les approvisionnements nécessaires à la production destinée au marché européen, tandis qu'elles continueront autant que faire se peut leurs activités sur le reste du monde en s'approvisionnant sur place (en moyenne, 70 % de l'activité des entreprises du CAC40 se déroule à l'étranger).

Quant à la promotion faite par le président aux « *technologies innovantes* », aux start-ups made in France réputées porter en-elles les clés du retour de la croissance, c'est un bluff, mais surtout un biais par lequel l'Etat, en finançant le fonctionnement des « pépinières » d'entreprises de la French Tech, subventionne en réalité les investisseurs du capital risque.

Non à l'austérité pour financer le capital, annulation de la dette et socialisation des banques et de l'industrie

« Réindustrialisation », « Pacte financier mondial », sous ces titres ronflants Macron poursuit à un rythme accéléré le financement des grandes entreprises privées, des holdings financières du CAC40 afin d'assurer leurs profits. Simultanément, ses comparses Borne et Le Maire déclenchent une nouvelle offensive. Sous prétexte d'assainissement des finances publiques, les mesures de leur plan de 10 milliards d'économies sur le budget de l'Etat vont essentiellement toucher le monde du travail, s'ajoutant aux conséquences de l'inflation qui écrase les salaires réels et aux reculs imposés par les réformes de l'assurance chômage et des retraites. Quoi qu'en dise Borne, il s'agit bien d'un plan d'austérité dont la fonction première n'est pas d'assainir les finances publiques, mais bien de dégager l'argent nécessaire à financer le capital confronté à sa propre faillite. Les deux opérations sont complémentaires, transférer toujours plus des richesses des poches des 90 % dans les coffres des 1 %. Les « 100 jours d'apaisement » auxquels nous invitait Macron prennent leur véritable sens.

A voir la rapidité avec laquelle se déroulent ces deux opérations, le gouvernement cherche certainement à prendre de vitesse la révolte sociale qu'il craint, comptant sur une certaine sidération venant s'ajouter à la démoralisation qu'il espère résulter de l'échec du mouvement contre la réforme des retraites. A cela s'ajoute aussi l'urgence de soutenir les classes dominantes et leurs profits face à la dégradation, accélérée elle aussi, de la situation économique et géopolitique mondiale. Une politique qui ne règle rien des contradictions à l'œuvre mais qui au contraire les accentue. Tout comme elle ne peut qu'accentuer la colère sociale qui couve, la perspective que reprenne vie le mouvement social fort des leçons tirées de la séquence des retraites et des embryons d'organisation indépendantes qu'il s'est donné ici ou là, pour dire non aux politiques d'austérité, exiger l'annulation de la dette qui draine les ressources publiques vers les coffres de la finance, la socialisation des banques et de l'industrie.

Daniel Minvielle

La politique du logement soumise aux spéculations du marché contre les classes populaires

A lors que la crise du logement frappe de plus en plus durement le monde du travail et les plus pauvres, Borne est venue annoncer, après avoir reporté plusieurs fois, les décisions du gouvernement en clôture du Conseil National de Refondation Logement le 5 juin. Sans surprise, les conclusions sont à l'image de cette comédie du CNR, seulement destinée à mettre en scène la politique d'austérité du gouvernement.

Qu'importe si le nombre de sans-abri a explosé de 143 000 en 2012 à 330 000 aujourd'hui ! Qu'importe si les drames dus aux logements insalubres ou au manque d'entretien du gaz se multiplient, comme en témoignent les incendies de la rue St Jacques à Paris cette semaine, après Vaulx-en-Velin en décembre dernier ou l'effondrement de deux immeubles vétustes en plein centre de Marseille en 2018. Qu'importent les morts de froid dans la rue ou dans leur voiture, les travailleur.es contraints de s'héberger dans les campings ou le retour des bidonvilles dans les grandes villes. Sans parler de ce marché de la misère qui prospère, de ces marchands de sommeil qui louent à prix d'or meublés insalubres, combles, ou même caves sans le moindre scrupule.

Klein, le ministre du logement, a résumé la politique du gouvernement : « *Nous sommes entrés dans l'ère de l'argent public rare* » ! Au-delà de quelques mesurées de court terme, Borne a ainsi annoncé le rétrécissement du prêt à taux zéro, destiné à ceux qui achètent pour la première fois leur résidence principale et qui se limitera à l'achat de « *logements neufs en collectifs* » dans les seules zones dites tendues. Elle a aussi annoncé la fin du Pinel, mis en place sous le gouvernement Hollande et offrant une réduction d'impôt aux propriétaires de logements neufs destinés à la location. Deux mesures qui atteindraient les 2 milliards d'économies par an, quitte à aggraver la crise de l'immobilier puisque le gouvernement ne prévoit rien pour les compenser.

Hypocrite et cynique, il met en avant l'inefficacité du Pinel, qui s'inscrit dans tous les dispositifs mis en place depuis les années 1980 pour promouvoir l'immobilier privé et désengager l'Etat du logement social. Tous ont défendu cette même politique qui au final profite à ces 3 % de multipropriétaires qui concentrent la moitié des logements mis en location. Ces politiques ont fait faillite, mais pas question pour le gouvernement de reverser le Pinel au secteur du logement social qu'il continue de ponctionner. Par contre, il n'hésite pas à voler au secours des gros promoteurs immobiliers qui ont du mal à vendre, en annonçant le rachat de 47 000 logements par la Caisse des Dépôts et Action Logement.

Pas un mot sur l'encadrement des prix du foncier ou sur la régulation des meublés de tourisme type Airbnb, qui bénéficient d'une niche fiscale encore plus intéressante que celles accordées aux autres propriétaires bailleurs. Pas un mot sur la baisse des loyers, alors que tout le monde re-

connaît la facilité de contournement des mesures d'encadrement prises dans les grandes villes.

Comble de cynisme, sur la question des sans-abri. Borne avait annoncé une enveloppe ridicule de 160 millions supplémentaires. Devant le tollé, Klein a porté le plan global à 500 millions d'euros pour « *sortir plus de 800 000 personnes de la rue en dix ans* ». Reloger 80 000 personnes par an avec 100 millions, soit 1250 € par personne comme le relève le DAL, qui rajoute justement : « *le gouvernement, comme à son habitude est radin pour les plus précaires, mais le plus choquant est de laisser croire qu'il s'en occupe* » !

Logement social, ils n'en ont rien à faire

Cette « *bombe sociale* », ce sont 12 millions de personnes mal logées ou vivant dans des passoires thermiques et 2,4 millions de ménages en attente d'un logement social, un record historique.

Alors que les demandes explosent, les constructions de logements sociaux reculent fortement : 120 000 agréments pour la construction de HLM en 2016, 95 000 en 2021 et 2022 et probablement moins de 80 000 pour 2023 et 2024. L'Etat investit 7 milliards d'euros de moins en 2020 qu'en 2010. Comme le dénonce le président de la Fédération Nationale des Offices Publics de l'Habitat : « *La dépense pour le logement en France est passée, entre 2016 et 2021, de 42 à 35 milliards d'euros, alors que, dans le même temps, les recettes (fiscales) augmentaient de 20 milliards pour passer de 68 à 88 milliards d'euros* ».

Parallèlement, le gouvernement a fait peser sur les offices HLM sa politique de diminution des APL (Aides Personnalisées au Logement) en les ponctionnant de 1,3 milliard d'euros par an depuis 2018. Une politique de 15 milliards d'économies sur le dos des couches populaires durant l'ensemble du quinquennat. A cela s'ajoute l'envolée des taux d'intérêts et du Livret A, qui sert de base aux crédits à longs termes accordés par la Caisse des Dépôts aux bailleurs sociaux. Le rendement du Livret A est ainsi passé de 0,5 % à 3 % en un an et menace d'atteindre les 4 % en août. Ajouté à cela, l'augmentation des coûts de production dans le secteur du BTP qui restent en augmentation de 26 % par rapport à 2010, la situation conduit droit à la diminution drastique des programmes de logements.

Politique anti-pauvre et haine de classe

Incapable de faire face à cette crise, le gouvernement se propulse pour mettre en place une législation anti-pauvres. Le 14 juin, le Sénat adoptait la loi « *anti-squat* » de Kasbarian-Bergé, avec le soutien de la droite et du RN, tous unis pour la défense des propriétaires. « *Le squat est un viol de l'intimité et nous souhaitons qu'il soit réprimé sans faiblesse* » a déclaré la sénatrice LR Dominique Estrosi-Sassone... Une haine de classe contre les pauvres sans la moindre retenue.

Le texte triple les sanctions contre « *l'occupation illicite d'un logement* », les portant à trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende, avec une peine de deux ans de prison et 30 000 euros d'amende pour une occupation d'un local non résidentiel. La nouvelle loi prévoit aussi une amende correctionnelle de 7 500 euros en cas de loyer impayé si l'occupant reste dans son logement, elle envisageait même de la prison avant de passer au Sénat. Même l'ONU a dénoncé ces mesures en concluant que « *l'adoption de ces dispositions nous paraît de nature à augmenter le risque de sans-abrisme* » ! Une loi révoltante alors que le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire est passé de 700 000 à 2,5 millions depuis 2019 et que le nombre de morts dans la rue a presque doublé en 20 ans. Le collectif Morts de la rue en a identifié 611 en 2022, un chiffre qu'eux-mêmes estiment bien inférieur à la réalité.

Le logement abandonné au privé, quand la bulle spéculative éclate

La crise immobilière traduit l'ampleur de la faillite des politiques menées par les gouvernements successifs depuis 30 ans. Démolition-construction des HLM, recours aux bailleurs privés, subventions aux propriétaires, tous ont cherché à privilégier l'offre privée au détriment du logement social.

Après la crise de 2007-2008, la BCE se lance dans une politique de taux d'intérêts exceptionnellement bas pour tenter de relancer la machine économique. Mais elle ne fera qu'alimenter la spéculation financière sous toutes ses formes. Dans l'immobilier, les prix s'envolent en même temps que le nombre de transactions à partir de 2011, passant de 800 000 à 1,2 million par an jusqu'en 2018.

Mais l'inflation et la crise globale dans laquelle l'économie mondiale est rentrée ont provoqué un revirement de la politique de la BCE, qui a relevé brutalement ses taux de 3,75 points au total depuis juillet 2022. Une augmentation des taux d'intérêts censée mettre un terme à l'inflation disait Lagarde, alors que celle-ci se poursuit, alimentée par les marges de plus en plus importantes des grands groupes capitalistes qui voient leurs profits battre des records.

Si la politique de la BCE est bien impuissante à enrayer l'inflation, elle aboutit à l'envol des taux d'intérêts des crédits immobiliers et à leur diminution, précipitant la récession de l'ensemble du secteur. Le taux moyen des crédits immobiliers est ainsi passé de 1,06 % en décembre 2021 à 3,15 % en avril 2023. Quant au montant cumulé des nouveaux crédits, il a chuté à 15 milliards d'euros en avril dernier, contre 25,9 milliards un an plus tôt.

Le rétrécissement du crédit combiné à la flambée des prix des matériaux et de l'énergie conduit à un effondrement du secteur immobilier privé. Le marché du neuf s'effondre avec une chute de 25 % des réservations d'appartements sur un an en 2022 et 34 % sur le premier semestre 2023. La chute a même atteint 52 % pour les réservations des particuliers. Mais le marché des logements anciens recule lui aussi, alors qu'il avait atteint un niveau record, 1,2 mil-

lion de transactions en 2021, grâce aux faibles taux d'intérêts. Le secteur prévoit un recul de 10 à 15 % en 2023, sous la barre du million de transactions.

Alors que le crédit se resserre et que les ventes sont plus difficiles, les prix ne baissent pas dans les mêmes proportions. Les groupes immobiliers maintiennent les prix par la restriction de l'offre. Une situation qui conduit aujourd'hui à une explosion de la demande en logements de + 54 % en 2022 et à une offre qui continue de baisser ! La « *main aveugle du marché* » qui est censée tout réguler harmonieusement est une fable. La crise du logement est devenue majeure, produit de la crise du capitalisme qui se généralise à tous les secteurs de la vie sociale.

Sortir le logement du « marché », exproprier les spéculateurs, imposer le contrôle des travailleurs

Comme pour la santé, l'éducation, l'accès à l'énergie, il n'y aura pas de solution à cette crise immobilière sans s'attaquer à cette folle mécanique du profit, sans exproprier les expropriateurs. Comme le dit le DAL, « *un toit, c'est un droit* », personne ne doit se retrouver à la rue, sans-abri, ni dans un logement insalubre. Pour faire face à l'urgence, les organisations de précaires, les équipes syndicales et les travailleur.es ont les moyens d'appliquer la réquisition des 3,1 millions de logements vacants ou des locaux et bureaux inutilisés. Cela signifie imposer l'abrogation de la loi anti-pauvres Kasbarian-Bergé et interdire les expulsions sans relogement. Il est urgent de diminuer les loyers qui continuent de grimper et d'augmenter les APL pour permettre à tous de se loger dignement. Cela signifie s'organiser entre locataires dans les cités HLM, dans les quartiers, les communes pour contrôler la politique des bailleurs publics comme des propriétaires privés.

Il est urgent de reprendre une politique de construction de logements sociaux pour répondre aux besoins de la collectivité. Cela signifie rompre radicalement avec les politiques de promotion du secteur privé menées depuis 30 ans. Avec l'aide de l'État, les groupes du BTP comme Vinci, Bouygues, Eiffage sont devenus des multinationales de la construction en même temps qu'ils développaient chacun leurs filiales immobilières, tout comme Nexity, Altea-Cogedim ou BNP-Paribas. Ces promoteurs ont bâti des fortunes au point que, depuis les années 1990-2000, l'immobilier n'est plus qu'un secteur de la finance comme un autre, propre à toutes les spéculations, avec des conséquences néfastes pour toute la collectivité.

Ce sont là les deux bouts d'un même marché avec, d'un côté, l'immobilier qui n'a jamais été aussi florissant depuis vingt ans, et de l'autre une crise du logement dramatique qui touche toute la société. Aujourd'hui, il est urgent d'exproprier ces grands groupes financiers, ces multinationales du bâtiment et ces gros promoteurs immobiliers pour mettre en place un réel service public du logement, fonctionnant sous le contrôle démocratique des salariés du secteur comme des habitants des quartiers populaires.

Relancer un plan de construction de logements sociaux signifie s'attaquer au rôle des banques, usuriers financiers qui s'enrichissent de la dette et des taux d'intérêts, les exproprier pour imposer un monopole public bancaire, seul

capable de fournir des crédits bon marché pour satisfaire les besoins utiles à la population.

Laurent Delage